

SURCHARGE DES CLASSES, MANQUE DE PERSONNEL ENSEIGNANT, EMPLOI DU TEMPS COMPRESSÉ

Les ratages de la rentrée

Le chevauchement entre l'ancien et le nouveau système d'enseignement a créé une véritable cacophonie au sein des établissements scolaires tant pour le personnel enseignant que pour les élèves. En dépit des assurances du ministre de l'Education nationale Boubekur Benbouzid sur les bonnes conditions d'accueil à la rentrée scolaire, dans certains établissements, la réalité est tout autre.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Les témoignages de parents d'élèves de première année moyenne confirment si besoin est cet état de fait. C'est le cas notamment de Mériem dont le fils entame sa première année moyenne dans un CEM au quartier du Ruisseau à Alger. «Dans l'établissement où est inscrit mon fils, trois enseignants de musique, de dessin et d'anglais manquent à l'appel» nous confie-t-elle en précisant au passage qu'aucune explication plausible ne leur a été fournie par le directeur de l'établissement qui promet néanmoins de trouver une solution au problème dans les plus brefs délais. «Si la musique et le dessin restent des matières d'importance moyenne, l'anglais demeure tout de même une langue essentielle pour les élèves» note dépi-

tée Mériem. Avec le passage des élèves de 5^e année du nouveau système et ceux de la 6^e année de l'ancien régime scolaire à la même classe supérieure, l'effectif de la première année moyenne s'est retrouvé en surnombre. Et du coup, les classes de la première année moyenne ont vu leur nombre pratiquement doubler dans certains CEM. Une année charnière pour les élèves et difficile pour l'enseignant qui se retrouve dans une classe de 40 voire 50 élèves. Au CEM Verte-Rive de Bordj-El-Kiffan, le nombre de classe de première année est passé de 7 à 14. Une situation qui a poussé les responsables du secteur de l'éducation à affecter 6 classes à un autre établissement plus grand. Une solution palliative qui ne règle pas définitivement le problème. Et c'est le planning des cours



Des conditions pédagogiques déplorables.

qui se voit aménagé de sorte à ce que les élèves n'aient cours que la matinée ou l'après-midi. Si cela donne plus de temps libre aux élèves, les enseignants, eux se retrouvent avec une charge de travail nettement plus importante. Et à en croire Mohamed, dont le fils cadet entame sa première année moyenne, «plusieurs enseignants ont demandé leur transfert vers d'autres établisse-

ments pour des raisons pratiques d'éloignement et de charge de travail élevée» suite aux aménagements des emplois du temps.

Face à cette situation, les chefs d'établissements scolaires préfèrent adopter une attitude passive. Ils estiment pour la plupart d'entre eux «avoir été mis devant le fait accompli et qu'ils ne peuvent par conséquent refuser l'inscription aux

élèves admis en première année moyenne».

Ecole privée, école publique le grand décalage

Ni surcharge de classe, ni manque de corps enseignant. Les écoles privées offrent des conditions pédagogiques nettement plus convenables aux élèves. Et nombreux sont les parents qui ont opté

pour l'enseignement privé malgré les coûts relativement élevés. Si le programme enseigné est le même que celui dispensé dans les écoles publiques, les moyens pédagogiques mis à la disposition de l'élève sont plus importants et les enseignants plus disponibles. Malika est parmi ceux-là. Elle a inscrit sa fille dans une école privée pour plusieurs raisons aussi évidentes les unes que les autres. «Etant active, je ne peux me permettre de raccompagner à chaque fois ma fille à son école. A l'école privée, elle y est de 8h à 16h» nous explique-t-elle. H. avoue néanmoins que «si la demi-pension est généralisée dans les établissements publics, beaucoup de parents y inscriraient leurs enfants». Tout compte fait, entre le discours triomphaliste du premier responsable de l'éducation nationale et le tableau désolant qu'offrent nos écoles, fait de classes surchargées et d'enseignants manquant à l'appel, le fossé est très profond et renseigne, on ne peut mieux, sur le mode de gestion de l'un des secteurs les plus sensibles.

L. M.

BENBOUZID S'EXPLIQUE :

«La responsabilité est celle du gouvernement»

Le ministre de l'Education nationale, Boubekur Benbouzid était l'invité hier de l'émission Fi El Ouadjiha, de la radio Chaîne I. Attaqué de partout, à la veille même de la rentrée scolaire, le ministre est revenu une fois de plus sur les raisons qui ont fait que la rentrée scolaire exclusivement dans le cycle moyen, a été difficile et le sera malheureusement encore, à un degré moindre, les deux prochaines années.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Jamais affaibli par la pression et les questions, Benbouzid assume ses responsabilités au sein du gouvernement. La vérité est sortie enfin de la bouche de ce responsable, affirmant que si la crise est vécue dans le cycle moyen, cela revient à l'impossibilité pour l'Etat de réceptionner le nombre important d'infrastructures mis en chantier. «Nous n'avons pas de sociétés qui construisent plus que cela», dit-il, en ajoutant «que même avec les Chinois et les Turcs, les différents secteurs ont du mal à réaliser leurs projets».

«L'Algérie est un chantier. Tous les secteurs sont demandeurs et les sociétés de construction sont dépassées», déclara-t-il. Sans vouloir discréditer les walis et les responsables du secteur de l'habitat dans les retards de réalisation des infrastructures scolaires, qui toutefois

sont prioritaires, le ministre a insisté sur la responsabilité partagée du gouvernement quant à la situation à laquelle fait face, aujourd'hui, le secteur de l'éducation nationale.

Il a rassuré toutefois que d'ici deux années, le problème sera définitivement résolu, avec la

réception de l'ensemble des établissements scolaires en construction.

«J'avoue que la surcharge est énorme. Vous devez m'aider à mieux gérer cette problématique», lancera-t-il aux journalistes. Benbouzid a expliqué que ce passage difficile est obligatoire et que l'Etat ne peut pas mieux gérer la situation, dans la mesure où ce flux d'élèves vers les CEM n'est que conjoncturel.

«L'Etat ne peut pas construire des établissements qu'il va fermer dans quatre ans. Nous ne jetons pas l'argent par les fenêtres», affirma-t-il. Il a rassuré

toutefois que les lycées ne connaîtront pas, une fois le flux d'élèves arrivé à ce niveau, les mêmes problèmes. Car, d'ici là, toutes les infrastructures seront réceptionnées.

Le ministre de l'Education paraît toujours imperturbable. Il va jusqu'à dire que la France, pays développé, connaît le problème de surcharge, avec des classes de 40 élèves. Il s'est abstenu de faire le commentaire sur les classes de 60 élèves à Alger, avec trois élèves par table. Il se peut que le manque d'infrastructures soit justifiable, mais faire l'économie de chaise et de table,

cela n'a plus de sens. Le ministre de l'Education a abordé également, à cette occasion, le problème de la cantine scolaire.

Un sujet qui a fait l'objet de critiques. Benbouzid a expliqué que, malheureusement, les grandes villes comme Alger, Oran, Annaba et Constantine ne seront couvertes par cette prestation qu'à un taux de 20 %. «Nous avons concentré nos efforts et nos moyens sur les régions éloignées, sur les villages et les Hauts-Plateaux, les moins lotis en matière de transport», a-t-il conclu.

R. M.

LE MINISTRE À PROPOS DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

«On ne contournera pas la voie des concours»

Répondant aux questions des journalistes au sujet des enseignants contractuels, le ministre de l'Education nationale a apporté de nouveaux éclairages à ce sujet. Tout en communiquant les prévisions à la diminution sensible du nombre de contractuels en 2009, en raison de l'organisation de nouveaux concours de recrutement en mai 2009, Boubekur Benbouzid estime que son département n'agit pas seul et que les lois du pays ne peuvent en aucun cas faire l'objet de contournement.

Il a expliqué, par ces propos, l'impossibilité de faire l'impasse sur les concours de recrutement organisés par la Fonction publique. «Si nous supprimons les concours, et cela est valable pour tous les secteurs, les Algériens vont s'entretenir, car chacun dira qu'il est prioritaire au poste auquel il aspire», fit-il remarquer, pour démontrer que l'agitation des enseignants n'aboutira à aucune solution en dehors des lois de la République. Il a rappelé, par ailleurs, que lors de l'entretien accordé par le secrétaire général du

ministère aux enseignants grévistes, le ministère avait promis de renouveler les contrats à ces derniers, dont le nombre ne dépasse pas la cinquantaine. «Ils ont refusé cette proposition, nous ne pouvons rien faire de plus. Ils ne sont pas dans leur droit», lâcha-t-il. Il a attesté qu'en 2002 et 2003, le problème de 43 000 contractuels a été réglé dans le cadre des concours, et que les nouveaux contractuels vont devoir suivre la même procédure.

R. M.